

Questions orales

[Français]

M. Gray: Monsieur le Président, s'il y avait un accord final au commencement du mois d'octobre, pourquoi y a-t-il tant de difficultés pour en arriver à un texte final . . . ?

LA DISTRIBUTION DE FILMS—LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, je pose une autre question au premier ministre: Si le gouvernement n'est pas en train de céder encore une fois sur nos intérêts vitaux, où est la politique du gouvernement concernant la distribution de films? Est-ce que le gouvernement est prêt à déposer ce projet de loi tout de suite? Si non, cela prouve que le gouvernement est en train de céder encore une fois sur nos intérêts vitaux.

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le député est au courant de la politique du gouvernement. Nous nous proposons de présenter un projet de loi qui atteindra les objectifs énoncés par ma collègue, la ministre des Communications, sur la distribution des films pour bien faire comprendre que nous avons un marché distinct et que les sociétés canadiennes participeront aux avantages de ce marché.

* * *

LA RÉFORME FISCALE

LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES—LA PROPOSITION PRÉVOYANT UN IMPÔT MINIMUM

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances et porte aussi sur la proposition du Comité des finances de faire payer un impôt minimum aux banques et aux institutions financières. Le comité a formulé cette recommandation parce qu'il a constaté que les propositions du ministre dans le Livre Blanc ne garantiraient pas que les banques et les institutions financières paieraient leur juste part d'impôts.

Le ministre est-il prêt à garantir dans le cadre de sa motion des voies et moyens en décembre que les banques et les institutions financières paieront leur juste part ou bien parle-t-il de consultations futures simplement pour justifier le fait déplorable que les banques ne paient presque pas d'impôt sur leurs bénéfices?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je pense qu'il est bien évident que le Livre blanc sur la réforme fiscale prévoit divers moyens de garantir que les entreprises, qu'il s'agisse d'institutions financières ou d'autres types d'entreprises, et les contribuables à revenu élevé qui ne paient pas maintenant leur juste part d'impôts la paieront à

l'avenir. C'est l'un des objectifs de la réforme fiscale que nous tenons toujours à atteindre.

Quant à la question du député au sujet d'une proposition particulière contenue dans le rapport du comité, j'ai déjà dit en réponse à d'autres questions que je tiens à faire une étude complète et détaillée d'un rapport qui, le député en conviendra, a une portée très vaste. Au lieu de commenter le rapport le jour même de sa publication, je voudrais prendre le temps de l'examiner.

LES CONSTATATIONS DU COMITÉ

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, le comité a fait son travail. Il s'agit maintenant de savoir si le ministre est prêt à faire le sien, c'est-à-dire à évaluer le rapport du comité et à l'intégrer à sa motion des voies et moyens en décembre.

Le ministre est-il satisfait de la façon dont les banques sont visées par le régime fiscal? En 1983, une caissière de la Banque royale a payé plus d'impôt que la banque elle-même, alors que la banque avait réalisé des bénéfices de plus de 300 millions de dollars. Le ministre est-il satisfait de savoir que, comme le comité l'a constaté, les banques et les institutions financières ne paient pas plus de 1 à 6 p. 100 de leurs bénéfices en impôt? Sinon, est-il prêt à donner suite aux propositions du comité en décembre et à prévoir un impôt minimum?

L'hon. Michael Wilson (Ministre des Finances): Monsieur le Président, de toute évidence, nous ne sommes pas satisfaits de la situation. C'est pour cela que nous avons proposé divers moyens de nous attaquer à ce problème dans le Livre blanc. J'imagine que le député appuie les conclusions du comité, qui préconise une autre solution à ce problème. J'ai déjà répondu au député que je voulais prendre le temps d'examiner ce rapport convenablement.

Je répète ce que j'ai dit à son collègue, le député de Laval-des-Rapides. Je ne veux pas procéder à la hâte en acceptant cette proposition-ci ou d'autres du même genre qui s'écartent fondamentalement du Livre blanc sur la réforme fiscale avant d'avoir consulté ceux qui seraient touchés par une telle décision et sans avoir tenu compte de leurs opinions.

* * *

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DE LA MINISTRE ADJOINTE DE L'AGRICULTURE DE L'ALBERTA

M. le Président: J'attire l'attention des députés sur la présence à la tribune de l'honorable Shirley Cripps, députée de Drayton Valley et ministre adjointe de l'Agriculture à l'Assemblée législative de l'Alberta.

Des voix: Bravo!